

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 St Étienne

St Étienne, le 26/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LES CARRIERES DE TREMA**

1 Le Crouzet  
43140 Saint-Didier-En-Velay

Références : UID4243-MEA-025-0066

Code AIOT : 0006101130

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement LES CARRIERES DE TREMA implanté Le Bois Domois 42130 Ailleux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LES CARRIERES DE TREMA
- Le Bois Domois 42130 Ailleux
- Code AIOT : 0006101130
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SMTP a bénéficié d'un arrêté préfectoral (19/04/2017) autorisant le renouvellement et l'extension de la carrière pour une durée de 30 ans.

L'arrêté du 4 octobre 2018 a autorisé le changement d'exploitant au profit de la société LES CARRIERES DE TREMA. La production maximale autorisée est de 70 000 tonnes/an et en moyenne de 50 000 tonnes/an.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Pollution des sols et des eaux	Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 32.1	Demande d'action corrective	6 mois
7	Bruit	Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 35.1	Demande de justificatif	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 20	Sans objet
2	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 11	Sans objet
3	Suite inspection 2023	Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 23.1	Sans objet
4	Suite inspection 2023	Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 16	Sans objet
5	Nuisances	Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 30	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les conditions d'exploitation de la carrière, sous réserve de validation du PAC sur l'étude géotechnique de 2021 (des compléments sont attendus). Les non-conformités relevées lors de la précédente inspection ont été traitées par l'exploitant, et l'état global de la carrière semble en amélioration par rapport aux années précédentes.

Des travaux doivent être accomplis sous **6 mois** pour créer une dalle étanche reliée à un débourbeur-séparateur à hydrocarbures et limiter le risque de pollution liés au ravitaillement et à l'entretien des véhicules. L'exploitant doit également transmettre sous **1 mois** les 2 dernières campagnes de mesures de bruit afin que l'inspection puisse s'assurer de leur conformité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 20
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le phasage d'exploitation (cf. plan de phasage annexé au présent arrêté) doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de la Loire. Chaque phase correspond à une durée de 5 ans. L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée.

**Constats :**

L'exploitant a déposé un Porter à Connaissance le 13 décembre 2023 suite à l'inspection du 19 octobre 2023 constatant que la modification des conditions d'exploitation n'avait pas été portée à connaissance du préfet. Ce PAC, qui traite des modifications des conditions d'exploitation suite aux préconisations de l'étude géotechnique de 2021 conformément à l'APA du 17/04/2017, est en cours d'instruction et l'inspection n'a donc pas pu conclure sur l'application des mesures préconisées ou la modification ou non du phasage d'exploitation et de remise en état de la carrière.

L'exploitant défend que les préconisations de cette étude n'entraînent pas une modification substantielle du phasage. Il a été constaté que les fronts sont attaqués du Sud vers le Nord comme le préconise l'étude géotechnique, sans que cela ne remette en question la première phase d'exploitation.

L'entreprise possède un retard d'environ 2 ans sur le phasage d'exploitation prévu dans son arrêté d'autorisation, et se trouvait lors de l'inspection en toute fin de la phase 1 d'exploitation. La plateforme provisoire prévue dans l'APA a bien été créée, à la côte 538 m NGF.

Ce retard est principalement dû à une activité ralentie entre 2021 et 2024, lié à des difficultés de marchés qui ont été résolues en 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Penser à renseigner l'activité de la carrière pour 2023, 2024 et tous les ans sur GEREP.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Conditions d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 11

**Thème(s) :** Autre, Registres et plans

**Prescription contrôlée :**

Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille,- les courbes de niveau,
- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille, des gradins, .....),
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux,
- les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction,
- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties

<p>financières sont mentionnés et explicités. Ce plan doit être réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à l'inspection des installations classées. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a pu présenter et transmettre le plan d'exploitation en date du 22/01/2024 lors de l'inspection. Les différents éléments attendus figurent bien sur le plan d'exploitation et il est facilement lisible.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre le plan d'exploitation de l'année 2024 à l'inspection des installations classées. La présence du bassin de collecte des eaux internes pourra être clarifiée sur les prochains plans d'exploitation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Suite inspection 2023

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 23.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Etude Géotechnique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation de la carrière doit être conduite conformément à l'étude géologique et structurale jointe au dossier. Elle doit notamment satisfaire aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• création d'une plateforme provisoire intermédiaire à la cote de niveau 530 m NGF</li> <li>• les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres</li> <li>• en cours d'extraction, la pente des gradins est adaptée de manière à assurer en toute circonstance la stabilité des terrains</li> <li>• les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur minimale de 10 mètres</li> <li>• la progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes</li> <li>• conformément aux conclusions de l'étude géologique et structurale, la géométrie des gradins et banquettes doit être conservée en cours et en fin d'exploitation</li> <li>• aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 478 m NGF.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un PAC reprenant des préconisations de l'étude géologique et structurale la plus récente sur la carrière (2021). L'instruction de ce PAC est en cours et pourrait amener à modifier les prescriptions de l'article 23.1 de l'APA si nécessaire.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que la plateforme provisoire a bien été créée, a une côte de 538 m NGF et était en cours de finalisation au moment de l'inspection. Les gradins sont en cours de modification pour assurer la stabilité sur le haut de la carrière, de même que les risbermes qui n'ont pas toutes une largeur minimale de 10 mètres d'après le plan de janvier 2024.</p> <p>Les gradins ont bien une hauteur inférieure à 15 m à l'exception d'une zone au nord-est de la</p>

<p>carrière (second gradin en partant du haut de la carrière) où un talus en pente douce surplombe temporairement un autre gradin pour une hauteur cumulée de 20 m (conformément au phasage). L'exploitant a mis en place un merlon sur la banquette située en aval de ce gradin pour stopper les éventuelles chutes de roches.</p> <p>L'exploitation veille bien à maintenir à l'accès aux différentes banquettes possible, et à maintenir la géométrie des fronts. Aucune extraction n'est réalisée en dessous de 478 m NGF.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit veiller à élargir dès que possible ses banquettes pour des raisons de stabilité et sécuriser les zones de travaux vis-à-vis des chutes de blocs par la création de merlons sur les risbermes dès que cela est nécessaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Suite inspection 2023

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Accès au site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'accès au site est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation et de toute autre zone dangereuse.</p> <p>Point particulier : cette clôture doit être implantée à 10 mètres de la limite Nord de la parcelle n°93 qui ne fait l'objet d'aucune intervention (zone Natura 2000). Le danger, présenté notamment par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p> <p>Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place. L'accès aux bassins de collecte des eaux internes sera protégé par une clôture ou tout moyen équivalent. Des moyens de secours adaptés (bouée, ligne de vie, ...) seront disponibles à proximité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection de 2023 le site ne présentait pas un clôturage complet et ne possédait pas de portail, ce qui avait donné lieu à une mise en demeure. L'exploitant a depuis mis en place un portail et terminé le clôturage du site.</p> <p>La clôture délimitant les 10 m au nord de la parcelle n°93 est toujours bien en place, ainsi que les pancartes avertissant du danger sur les zones de travaux à proximité.</p> <p>L'exploitant a aussi réalisé les ouvrages nécessaires pour sécuriser l'accès à son bassin de collecte des eaux. Les panneaux « chantier interdit au public » sont bien présents.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Nuisances**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 30
<b>Thème(s) :</b> Autre, Protection visuelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un merlon de protection visuelle et de mise en sécurité est constitué en amont de la RD 26 dès la première phase d'exploitation. La hauteur de ce merlon est de 4 mètres. Il est planté d'essences végétales locales permettant son reboisement. La bande non exploitée en périphérie de l'installation doit être maintenue en état de boisement.
<b>Constats :</b>  Le merlon de protection visuelle a bien été créé et en cours de végétalisation. La bande non exploitée en périphérie n'a pas été impactée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Pollution des sols et des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 32.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un débourbeur-séparateur à hydrocarbures. Les eaux ainsi traitées sont dirigées vers le bassin de collecte des eaux internes. Le débourbeur-séparateur à hydrocarbures doit faire l'objet d'un entretien régulier. [...]  Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection il a été constaté que l'exploitant ne possède pas de dalle étanche pour effectuer le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier. L'exploitant réalise le ravitaillement des véhicules en utilisant un bac amovible disposé lors d'un ravitaillement bord à bord.  Les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution sont bien effectués à l'abri sur des cuvettes de rétentions, qui doivent faire l'objet d'une vidange cependant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit sous <b>6 mois</b> mettre en place une dalle étanche reliée à un débourbeur-séparateur

à hydrocarbures pour éviter la pollution des sols et des eaux lors des opérations de ravitaillement, d'entretien et de lavage des engins de chantier, et transmettre les preuves de cette mise en place à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 7 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/04/2017, article 35.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit		
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes. Les niveaux de bruit à respecter en limites du site sont de 70 dB(A) pour la période de jour (7h à 22h sauf dimanches et jours fériés), et de 60 dB(A) pour la période de nuit (22h à 7h incluant ainsi que les dimanches et jours fériés), sauf si les mesures font apparaître un bruit résiduel supérieur à ces valeurs. Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones d'émergence réglementées telles que définies dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et reportées dans le dossier de demande d'autorisation en date du 23 décembre 2011. Des campagnes de mesures seront renouvelées en cas de plainte, en cas de modification significative concernant les installations (remplacement de certains éléments de l'installation de traitement, modification de l'emplacement...) et au minimum, tous les 3 ans.		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas pu transmettre la dernière campagne de mesure de bruit lors de l'inspection. La dernière campagne date de septembre 2020.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre les 2 dernières campagnes de mesure de bruit réalisée sur la carrière à l'inspection des installations classées, sous <b>1 mois</b>		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite		
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif		

